

Vers le dialogue ou le durcissement?



Décidément, le président de l'APP, Messaoud Ould Boulkheir, candidat malheureux du FNDD à la présidentielle de juillet 2009, n'en fait pas dans la dentelle lorsqu'il s'agit, pour lui, de critiquer le pouvoir du président Mohamed Ould Abdel Aziz, tirant à boulets rouges, autant sur lui que sur le gouvernement.

A El Mina, jeudi dernier, puis Riyadh le lendemain, le président en exercice de la Coordination de l'Opposition Démocratique (COD), Messaoud Ould Boulkheir qui entend jouer pleinement son rôle d'opposant, semble faire le choix de la confrontation, pour le moins, verbale.

A El Mina

«Mohamed Ould Abdel Aziz est en train de mener la Mauritanie à la dérive. Jusqu'à présent, il n'a pu honorer la plus petite de ses promesses électorales. Au lieu de s'atteler à la réalisation des projets de développement national, il ne fait que le bitumage de nos routes dans le seul et unique but de nous mettre à se servir de nous en nous sous-louant ses voitures et ses engins», dira-t-il à El Mina, devant une foule de militants et de sympathisants de l'APP. Ould Boulkheir a fait savoir sa diffé-

Vers le dialogue ou le durcissement?

«Naturellement, je suis totalement opposé aux coups d'Etat.

Pour autant, je ne suis pas prêt de verser, ne serait-ce que, des larmes de crocodile, si Ould Abdel Aziz était poussé à la porte du palais de la République par un coup de force».

Fort de son public, le président de la COD s'en prendra, avec ironie à certains membres du gouvernement, le Premier Ministre compris. «Pour atténuer les souffrances des pauvres le pouvoir a envoyé dans les adwabas, un commissaire importé de Bruxelles, plus préoccupé par la coiffure de ses cheveux, qui achète les consciences des pauvres contre des vivres alimentaires souvent avariés». L'allusion semble décrire, le commissaire aux droits de l'Homme, à l'action humanitaire et aux relations avec la société civile, M. Mohamed Lemine Ould Dadde. Mais qu'à cela ne tienne, Messaoud avait une autre histoire à dire au sujet de Bruxelles et pas n'importe laquelle car, cette fois, c'est le Premier ministre, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, qui en fait les frais, dans une tentative de dire deux mots sur la généralisation de l'arabe dans l'administration: «Notre pays subit la fatalité des produits de Bruxelles. Celui qui dit que le Bambara, le Peulh, le Sarakollé, ne sont pas mauritaniens, insulte notre peuple, notre histoire, notre unité et ignore véritablement la nature de nos ethnies. Et prouve bien qu'il arrive de Bruxelles ou d'Allemagne».

A Riyad

Visiblement réconforté par l'ambiance carnavalesque de ses militants et

des populations venues l'écouter à Riyad, le président de l'APP s'adonnera à cœur joie à la critique du Pouvoir: «De nos jours, toutes les articulations de l'administration mauritanienne sont minées par la gabegie». Spécifiant la propagation du phénomène de la gabegie dans les articulations de notre administration que le président Ould Abdel Aziz est censé combattre depuis son élection, Messaoud a souligné, en substance: «La gabegie administrative, l'attribution de gros marchés sans passer par les appels offres, l'enrichissement sauvage et rapide de personnes qui étaient pauvres il y a peu de temps, le règlement de comptes au dépend des compétences, la marginalisation de l'administration et des élus locaux et la décentralisation de la décision. Mieux, il s'est interrogé, en prenant l'assistance à témoin: «N'est-ce pas, la lutte contre la gabegie commence par la réforme de l'administration?». Et de conclure: «Le slogan de la lutte contre la gabegie ne fait plus recette, car il a prouvé son échec».

La main tendue du président en exercice de la COD

Après avoir ainsi attaqué sur plus d'un front le Pouvoir, le président de la COD, qui est en même temps président de l'Assemblée Nationale, Messaoud Ould Boulkheir, n'oubliera pas de tendre la main au président de la République, Mohamed Ould Abdel Aziz en l'invitant à la poursuite du «dialogue inclusif», stipulé par l'Accord Cadre de Dakar: «Au sein de la COD, nous sommes prêts à tout moments de nous

asseoir autour d'une table pour dialoguer dans l'espoir de sortir le pays dans la crise. Comme je disais tantôt la présidence de Mohamed Ould Abdel Aziz a plongé la Mauritanie dans un gouffre. Nous sommes-là à l'aider à faire sortir le pays. Par conséquent, il pourra tranquillement s'asseoir sur son fauteuil injectable». Par la même occasion, il a passé en revue l'actualité brûlante de la République. Au sujet de l'arabisation qui fait actuellement tache d'huile sur la Primature et sur le ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, il n'a vraiment pas voulu se positionner. Parce qu'il a prouvé son amour non seulement à la langue arabe, mais aussi son souci de la protection et de la vulgarisation des langues nationales. Quant à nos relations avec nos pays voisins, il n'est passé par quatre chemins pour rappeler et marteler: «Nous devons solidifier davantage la Mauritanie dans son environnement, qui est, à la fois, arabe et africain. Par conséquent, elle pourra pleinement jouer son rôle de trait d'union entre les pays du Nord ceux du Sud.

Le "oui, mais" de l'UPR

A peine la sortie médiatique, du président de la COD terminée, l'UPR a donné la réplique, aussi bien par la voix de son Secrétaire permanent aux affaires politiques, Mohamed Yahya Ould Horma, que par un communiqué de presse rendu public samedi et où la formation au Pouvoir dira que «l'Opposition continue de suivre ses méthodes désespérées afin d'outrepasser les réalités et de dresser une image sombre de la situation

du pays: image qui n'existe que dans l'imaginaire de cette opposition». Aussi, Mohamed Yahya Ould Horma rappellera-t-il au président de l'Assemblée nationale et leader de la COD «quand on occupe un certain rang au sein de l'une des institutions de la République, il ne faut pas tirer à profit cette situation pour saper les fondements de la Nation et mettre en branle l'unité nationale et sa consolidation». Plus précis, Ould Horma ajoutera: «Il y a une manière d'appeler au dialogue et cela n'a rien avoir avec les attaques assassines».

Le communiqué de l'UPR reviendra sur l'offre de dialogue de Messaoud en ces termes: «Concernant le dialogue que l'Opposition a revendiqué, nous nous limitons à lui rappeler que c'est elle qui le rejette. Dès qu'elle finira le jeu de la revendication et du rejet, elle nous trouvera prêts sur les bases reconnues dans les démocraties solidement enracinées. Mais nous nous interrogeons si le dialogue demandé par l'Opposition vient avant ou après le règlement par laquelle elle menace et annonce à ses partisans? Le choix lui revient.» Comme quoi, on ne doit pas demander une chose et son contraire.

KHATTATI/MAMADY